

Les maires-agriculteurs ont droit depuis le 1er janvier à un crédit d'impôt remplacement



Les maires-agriculteurs ont droit depuis le 1er janvier à un crédit d'impôt remplacement

Le duo, Michel Baylac, maire de Roquelaure, président de l'AMF 32, et Stéphane Minguet, président du Service de remplacement agricole du Gers, sont partis d'un constat, celui qu'il y a de moins en moins d'exploitants agricoles ayant la fonction de maire. Ils ont découvert que ce phénomène touchait notamment les communes de moins de 1 000 habitants. La principale cause serait le manque de disponibilité pour s'investir dans la fonction de maire.

Il fallait trouver la solution pour aider le maire-agriculteur lorsqu'il doit s'absenter pour être à la mairie où participer à différentes réunions au détriment de son travail à la ferme. Après avoir « actionné » la Région et ensuite l'État, les efforts de Michel Baylac et Stéphane Minguet ne seront pas vains puisque deux ans après la loi des finances 2026 valide le crédit d'impôt remplacement.

« C'est une avancée majeure pour les élus et élus des petites communes. Ils pourront bénéficier d'un crédit d'impôt de remplacement pour financer jusqu'à 12 jours de remplacement à hauteur de 50 % dans le cadre de l'exercice de leur mandat électif », détaille Stéphane Minguet lequel précise que « cette mesure est effective depuis le 1er janvier 2026, et est cumulable avec d'autres dispositifs comme le crédit d'impôt pour congés ».

Pour plus d'informations consulter le site informations : <https://www.servicederemplacementgers.fr/>

ou 05 62 61 77 90